

FORUM DES AS

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

À KENGE
Le Japon inaugure
le centre de formation
professionnel ADSSE

P. 9



Ogawa Hidetoshi, ambassadeur
du Japon en RDC

11^e RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C | N°7661 DU LUNDI 11 MAI 2026 | PRIX : 3.000 FC

AU REGARD DES CAS D'INSECURITE RECURRENTS

Des N'djilois dans la rue ce vendredi 15 mai !

* Le député national Mboma Kumeza Gaborian interpelle le Gouvernement dans une motion d'information

Page 2

Le diamant de la RDC au coeur d'une conférence en octobre aux Etats-Unis

"A Washington, la RDC s'attend à mobiliser 100 millions USD de commandes de diamant en une année", révèle Didier Lukusa, CEO du ML Consulting

Page 7

RETOMBÉES DE LA MISSION CONDUITE PAR LE DG HERVÉ CLAUDE BATUKONKE

Le FPI impulse une nouvelle dynamique économique dans le Haut-Katanga

Page 5

Santé : la Chine remet un important lot de médicaments et matériels médicaux à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili

PP. 8 & 9



AU REGARD DES CAS D'INSECURITE RECURRENENTS

Des Ndjilois dans la rue ce vendredi 15 mai !

* Le député national Mboma Kumeza Gaborian interpelle le Gouvernement dans une motion d'information

Les habitants de la commune de Ndjili, dans le district de la Tshangu projettent une marche le vendredi 15 mai pour manifester leur ras-le-bol contre l'insécurité qui a élu domicile dans municipalité depuis plusieurs mois. A en croire une affiche qui circule déjà sur les réseaux sociaux.

Des cas d'insécurité sont régulièrement enregistrés ces derniers temps dont le dernier en date et le plus spectaculaire est celui perpétré, dans la nuit du lundi 04 au 05 mai courant, par des hommes armés habillés en tenues de la police, à la paroisse protestante de la 23ème Communauté évangélique du Congo (CEC) Ndjili I Q5, ainsi qu'au Centre de santé Mbakani de la même Eglise situé au sein de ladite paroisse. Lors de cette attaque, une importante somme d'argent de l'Eglise ainsi que des téléphones, des intercesseurs, du personnel soignant, des gardes-malades ont été emportés par ces criminels. La plus grande église dans cette municipalité avec plus de 3 000 fidèles, selon le député national, Mboma Kumeza Gaborian, du reste, fidèle de la CEC.

Plus grave encore. Lors de l'attaque du Centre médical,

une femme qui était en train d'accoucher a dû perdre son bébé, les sages-femmes et l'accouchée dans la salle d'accouchement ayant été prises de panique et traumatisées à la vue des hommes armés!

KIMBANSEKE ET NDJILI, DE VERITABLES FOYERS D'INSECURITE

Pour cette situation d'insécurité, le député national Mboma Kumeza Gaborian, élu de la Tshangu, qui a visité le mardi 05 mai à la paroisse CEC Ndjili I pour en venir aux nouvelles et reconforter le moral des sinistrés, a informé l'Assemblée nationale par une motion d'information le vendredi 08 mai.

Le jeune député ne s'est pas arrêté à la simple information à la représentation nationale. Dans sa motion, il a dénoncé la recrudescence de la criminalité dans plusieurs quartiers de la Tshangu, notamment à Saint Théophile dans la commune de Kimbanseke et à la paroisse CEC Ndjili I Q5). Il a appelé à une meilleure sécurisation et à la collaboration entre la population et la police.

"Il est impossible de garder le silence face à la dégradation inquiétante et inacceptable de la situation sécuritaire dans le district de

la Tshangu et singulièrement dans les communes de Kimbanseke et de Ndjili. Aujourd'hui, ces zones sont devenues de véritables foyers d'insécurité où règnent la peur, l'anarchie et l'impunité. Les populations y sont quotidiennement exposées à des actes de banditisme et d'une extrême gravité", a-t-il dénoncé devant ses collègues très silencieux. Et de préciser ces actes : vols à main armée, agressions violentes, extorsions et attaques nocturnes répétées. L'honorable a simplement oublié que, faute d'être traqués comme il faut, des brigands opèrent même la journée!

DEUX ATTAQUES EN L'ESPACE DE 2 JOURS

L'élu de la Tshangu a épinglé les deux cas d'attaque qui ont plongé sa circonscription électorale dans un état d'inquiétude très grandissante.

" Les cas les plus marquants ont été enregistrés au quartier Luebo-Biyela à Kimbanseke et au quartier 5 à Ndjili ". Et de signaler les deux cas d'attaque des paroisses qui se sont produits en l'espace de deux jours dans les deux communes. Il s'agit de la paroisse catholique Saint Théophile à Kimbanseke

attaquée par des bandits la nuit du 1er au 02 mai 2026 au cours de laquelle une somme d'argent importante a été emportée, des maisons à l'intérieur de la paroisse saccagées, des personnes violentées et blessées dont l'abbé vicaire et le sacristain.

Et deux jours plus tard, c'est au tour de la paroisse protestante de la 23ème Communauté évangélique du Congo/Ndjili I au quartier 5 d'être profanée par une quarantaine d'hommes armés portant la tenue de la police. Les criminels ont emporté une importante somme d'argent et d'autres biens des intercesseurs qui priaient sur place dans le temple. Ils ont également visité le Centre de santé Mbakani géré par la même église et construit dans l'enceinte de celle-ci. Ici plusieurs biens de valeur ont été aussi emportés. Mais pire, une femme, aidée par des sages-femmes, a perdu son bébé alors qu'elle accouchait à l'entrée des brigands.

En plus de ces deux cas, le député Mboma Kumeza a cité 36 autres cas d'attaque des brigands dans les autres communes de sa circonscription.

Comme action, il a demandé une intervention du VPM de l'Intérieur pour réorganiser le système

policier dans la capitale et lutter contre les faux policiers. Il a comparé le secteur de la sécurité à Kinshasa à de l'eau potable dans un verre de manière apparente. Mais il suffit de remuer cette eau pour constater qu'elle n'est pas potable. Une métaphore qui veut dire qu'apparemment le secteur sécuritaire est fort dégradant lorsqu'on creuse bien. Ainsi, a-t-il souhaité que secteur soit distillé à plusieurs effets.

Cet événement est distinct de la motion de défiance contre le ministre de l'Intérieur initiée par un autre député en avril 2026 qui n'a pas abouti, un des députés l'ayant étouffé par une motion incidente du député Garry Sakata.

Jadis havre de paix et de tranquillité, la commune de Ndjili s'est muée, depuis longtemps, à un repaire des malfrats de tout acabit qui sèment une insécurité innommable. Ce qui révolte bien des Ndjilois, particulièrement des jeunes. D'où l'organisation de cette marche le vendredi 15 mai qui partira de l'avenue Kumbi au Q13 pour déboucher sur la place communale de Ndjili.

Par cette initiative, les Ndjilois disent zéro crimes, zéro banditisme, zéro kuluna, zéro vol.

Kiéber KUNGU

RDC-Centrafrrique : Guy Kabombo en visite officielle à Bangui pour renforcer la coopération militaire

Le Vice-Premier Ministre en charge de la Défense nationale et des Anciens combattants, Guy Kabombo Muadiamvita, est arrivé en République centrafricaine pour une visite officielle axée sur le renforcement des relations militaires entre les deux États.

À son atterrissage à l'aéroport de Bangui, il a été accueilli par son homologue centrafricain, Claude Rameaux Bireau, dans un geste symbolisant la volonté commune de consolider les liens de coopération sécuritaire.

Cette mission



diplomatique s'inscrit dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires

persistants en Afrique centrale, où la mutualisation des efforts entre pays voisins

apparaît comme une nécessité stratégique pour faire face aux menaces

communes.

Selon des sources officielles, plusieurs activités bilatérales sont prévues durant le séjour du VPM congolais, notamment des échanges techniques entre experts militaires, des réunions de haut niveau ainsi que des discussions sur des mécanismes de collaboration renforcée.

À travers cette visite, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine entendent consolider un partenariat militaire durable, capable de contribuer à la stabilité et à la sécurité dans la sous-région.

Pascal NDUYIRI

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE FÉLIX TSHISEKEDI

La météo politique s'annonce sombre en RDC

La sphère politique du pays est en ébullition depuis la conférence de presse du président Félix Tshisekedi. Dans le rang de l'opposition, comme il fallait s'y attendre, le ton est ferme. Les leaders de ce camp sont montés au créneau pour fustiger le projet funeste du chef de l'État, dont l'intention manifeste est de briguer un troisième mandat, ce que l'actuelle constitution n'autorise pas.

L'opinion se souviendra qu'en son temps Joseph Kabila s'était proposé, en 2016, d'organiser les élections seulement après la fin du recensement général de la population. La plupart des acteurs politiques aujourd'hui au pouvoir, mais à l'époque dans l'opposition, s'étaient érigés comme un seul homme pour lui barrer la route et faire échec à ce projet jugé funeste.

Pour une première fois à Kinshasa, la population a observé trois journées successives de ville morte,

marquées par des graves incidents, des incendies de quelques bâtiments publics et des morts. Le PPRD et ses alliés avaient été contraints de faire marche arrière face à la furie des Kinois.

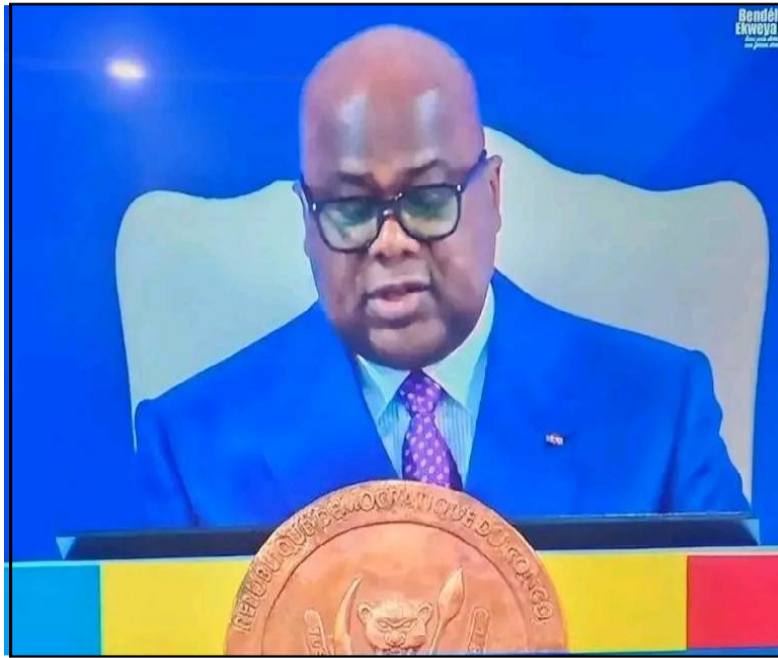
CRAINTE DES MOMENTS DE TURBULENCE

Au regard de quelques prises de position sulfureuses de certains opposants après la prestation médiatique du premier Congolais, nous craignons fort que le pays traverse des forts moments de turbulence, préjudiciables à la cohésion nationale.

Le pays est déjà confronté à une insécurité criante due à l'activisme des groupes armés, surtout dans sa partie orientale.

Outre la coalition rebelle AFC -M23 soutenue ouvertement par le Rwanda, d'autres hors-la-loi sèment également mort et désolation dans certains coins du pays.

Au nombre de ces délinquants, il y a notamment la Convention pour la révolution populaire (CRP) et



la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), deux groupes opérant en Ituri. Le premier est dirigé par un certain Thomas Lubanga. Malgré des années passées à la CPI, l'homme est revenu à ses premiers amours. Il n'a tiré aucune leçon de sa longue incarcération à la Haye. Il est à la base des conflits communautaires qui déchirent les Hema, dont il

est originaire, et les Lendu.

ÉVITER DE DONNER DES PRETEXTES AUX GROUPES ARMÉS

Ces derniers se rassemblent autour de la Codeco qui les manipule pour s'entretuer avec leurs voisins. Les combats entre ces deux frères ennemis ont provoqué des millions de morts.

Excepté les groupes

armés locaux, il faut citer les nébuleux ADF dont le bilan des victimes est catastrophique.

Dans un espace aussi insécurisé qu'est la RDC, provoquer d'autres sources de soubresauts est imprudent. Tous les adeptes de la balkanisation vont vite prendre pour prétexte cette situation pour justifier leur barbarie.

Les Congolais ont encore frais en mémoire la fameuse congolisation qui a marqué le pays quelques temps après son accession à la souveraineté nationale et internationale.

Les uns et les autres ont tout intérêt à éviter de donner des prétextes aux groupes armés pour insécuriser davantage le pays. Personne n'aimerait revivre cette triste expérience.

Les politiciens de tous bords sont invités à mettre un peu d'eau dans leur vin pour éviter un scénario catastrophe à leur pays, s'ils sont réellement des vrais patriotes.

Muke MUKE

La Monusco condamne la recrudescence des attaques contre les civils à l'Est

La Monusco a fermement dénoncé la recrudescence des attaques visant les populations civiles dans l'Est de la République démocratique du Congo, particulièrement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Dans un communiqué publié le samedi 09 mai, la mission onusienne appelle à une cessation immédiate des violences.

Elle insiste également sur le respect strict du droit international humanitaire, exigeant que les auteurs de ces exactions soient identifiés et traduits en justice. Pour la Monusco, la lutte contre l'impunité demeure essentielle pour restaurer la paix dans cette région en proie à une insécurité persistante.

La mission s'est dite particulièrement préoccupée par les frappes signalées le 08 mai dans les localités de Kilolirwe et Mushaki, au Nord-Kivu, ayant causé des pertes en vies humaines parmi les civils.

Dans ce contexte, la Monusco rappelle l'obligation de toutes les parties impliquées de protéger les populations civiles, conformément aux engagements internationaux en matière de droits humains et de conflits armés.

Cette nouvelle alerte intervient alors que les violences attribuées notamment aux DF se poursuivent, aggravant davantage une situation humanitaire déjà préoccupante, malgré les opérations militaires en cours dans la région.

Pascal NDUYIRI

Beni-Oicha : après de nouvelles attaques meurtrières attribuées aux ADF, les populations appelées à la vigilance

À la suite des récentes attaques sanglantes attribuées aux ADF entre les territoires de Beni et d'Irumu, la bourgmestre d'Oicha, Kavira Mwenge Eugénie, a exprimé sa compassion aux familles endeuillées ainsi qu'à l'ensemble de la communauté affectée par ces violences.

L'autorité municipale a déploré les lourdes conséquences de cette insécurité persistante sur la vie sociale et économique de la population locale. Elle a, à cette occasion, exhorté les habitants à faire preuve d'unité et de solidarité face à la menace.

Dans son message, la bourgmestre a insisté sur l'importance de la vigilance citoyenne, appelant chacun à signaler tout mouvement suspect afin de contribuer à la lutte contre les groupes



armés. Elle a également recommandé la prudence aux cultivateurs qui continuent de se rendre dans leurs champs malgré les risques sécuritaires.

Par ailleurs, la situation reste préoccupante sur le plan humanitaire. De nouveaux corps ont été acheminés le vendredi 8 mai à la morgue de l'Hôpital général de référence d'Oicha, notamment deux dépouilles

en provenance de Biakato, ainsi que d'autres victimes issues des villages situés près de Katerra.

Selon des sources hospitalières, ces victimes ont été inhumées le même jour par leurs familles respectives, illustrant une fois de plus la gravité de la situation sécuritaire dans cette partie de l'Est de la République démocratique du Congo. **Pascal NDUYIRI**

AU SERVICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DE L'IMPRIMERIE

Le FPI poursuit sa mission d'évaluation des entreprises publiques à potentiel stratégique

Le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) poursuit sa mission d'évaluation des entreprises publiques à potentiel stratégique. C'est dans ce cadre qu'une équipe de cet établissement public s'est rendue récemment au Service National des Approvisionnements et de l'Imprimerie (SENAPI).

Conduite par M. Blaise Mastaky Birindwa, Directeur Général Adjoint du FPI, la délégation a été reçue par le Directeur Général du SENAPI, M. Yusuf Bin Nsambi. La mission a été menée comme "une visite de terrain, axée sur les capacités opérationnelles de cette structure chargée de l'impression des documents officiels de l'État".

Créé pour répondre aux besoins des administrations publiques, des entreprises du portefeuille et des établissements d'enseignement, le SENAPI reste un outil clé du fonctionnement administratif en République démocratique du Congo. Mais sur le terrain, les constats révèlent une réalité moins reluisante : ce service est aujourd'hui confronté à plusieurs difficultés structurelles.

RALENTISSEMENT DES PERFORMANCES

La délégation du FPI a particulièrement relevé un ralentissement des performances, conséquence des pillages passés qui ont fragilisé les infrastructures et réduit les capacités de production.

Ainsi, pour soutenir sa relance, le Gouvernement et la firme Djabbal Nour ont conclu un partenariat pour l'acquisition de nouvelles machines d'imprimerie.

"Le premier lot est déjà disponible dans les installations du SENAPI. Toutefois, plusieurs équipements restent insuffisants, non installés ou encore sous-exploités", rapporte le service de communication du FPI.

Au regard de ce tableau



Conduite par M. Blaise Mastaky Birindwa, Directeur Général Adjoint du FPI, la délégation a été reçue par le Directeur Général du SENAPI, M. Yusuf Bin Nsambi. PHOTO DROITS TIERS



sombre, les experts du secteur plaident pour un renforcement rapide des capacités techniques afin de permettre au SENAPI de répondre efficacement à la demande croissante des administrations publiques.

CONTRAINTES FINANCIÈRES

Autre difficulté relevée : les contraintes financières. De l'avis des dirigeants de ce

service, les retards de paiement des prestations fragilisent la trésorerie de l'entreprise, malgré un effectif de plus de 770 agents et un important potentiel humain.

Pour le Directeur Général Adjoint du FPI, la mission amorcée vise à identifier les besoins prioritaires du SENAPI en vue d'un accompagnement ciblé, notamment dans le domaine du financement et de la

modernisation des équipements.

A cheval entre défis structurels et perspectives de réforme, le SENAPI apparaît aujourd'hui comme un outil stratégique dont la relance pourrait contribuer au renforcement de l'efficacité administrative et à la réduction de la dépendance extérieure en matière d'impression officielle.

Yves KALIKAT

FORUM DES AS

Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Christian-Timothée MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémie ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE
César IPOKA
Tricya MUSANSI

Kananga
Félix MULUMBA Kalemba
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Service Administratif
et Financier
Sylvain Mpono

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA
Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

RETOMBEES DE LA MISSION DU FPI DANS LE HAUT-KATANGA

Le FPI impulse une nouvelle dynamique économique dans le Haut-Katanga

Le Directeur général du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) est arrivé à terme de la mission d'évaluation diligentée dans la province du Haut-Katanga. A la tête d'une délégation du FPI qu'il a conduite depuis Kinshasa, M. Hervé Claude Batukonke s'est attelé à évaluer la viabilité, la rentabilité et l'impact socio-économique des projets financés dans cette province.

La délégation a démarré son périple par la visite du groupe Mining Engineering Services (MES), financé par le FPI. Ce consortium comprend Mining Engineering Services, spécialisé dans la construction des sites et la fourniture de certains intrants miniers.

Aussi, d'autres filiales du groupe, en l'occurrence ANADOS (qui produit des plaques métalliques), Congo Câbles Transformés (qui fabrique des câbles électriques de moyenne et haute tension et des câbles internet) et Congo Piping (qui fabrique des matériaux de construction).

Le Consortium comprend, en outre, REVIN (qui produit des boissons sucrées et l'eau minérale) ainsi que Rainbow (spécialisé dans la fabrication des détergents). Pour sa part, STAR LABELS, le septième projet développé, produit des emballages. Contrairement aux six autres projets dont les produits sont tous certifiés ISO, STAR LABELS est basé à Kinshasa.

56 % DES CRÉDITS DÉJÀ REMBOURSÉS

"Au regard de la dynamique impulsée, la RDC, qui importait tout hier, exporte aujourd'hui certains produits. Ce changement de paradigme a un impact positif sur la balance commerciale du pays", souligne un haut cadre du FPI.

Il sied de relever que les différents projets du Consortium ont été matérialisés grâce au financement du Fonds de Promotion de l'Industrie.

Ainsi, déterminé à renforcer son crédit auprès de son pourvoyeur, le groupe MES a déjà remboursé 56 % de crédits contractés auprès du FPI.

Il sollicite à ce jour un financement complémentaire pour étendre ses opérations. Une requête que le DG a confiée aux analystes des projets pour un examen minutieux avant toute décision.

1.566 EMPLOIS GÉNÉRÉS

La direction de MES est aujourd'hui satisfaite d'avoir réussi à générer 1.566 emplois directs et indirects depuis son installation, il y a cinq ans. A ce sujet, Hervé Claude Batukonke insiste sur les conditions de travail avec des emplois décents pour les Congolais. Il a, en outre, exhorté la compagnie à payer la taxe de promotion de l'industrie et autres charges fiscales.

"Les deux parties étant satisfaites de leur partenariat, Mining Engineering Services a offert un présent d'une œuvre d'art au DG pour son soutien sans faille à l'industrialisation du pays. Hervé Claude Batukonke a apprécié ce geste, car il ne reçoit jamais un cadeau ayant une valeur supérieure à 50 dollars américains", rapportent ses proches.

"Ses convictions morales le mettent à l'abri de toute complaisance dans le



Le Gouverneur du Haut-Katanga, Martin Kazembe accepte d'appuyer la collecte de la taxe de promotion de l'industrie auprès des assujettis, à la demande du DG du FPI Batukonke. PHOTO DROITS TIERS

traitement des dossiers. Raison pour laquelle il s'est assigné une telle exigence éthique", argumentent ses collaborateurs.

D'AUTRES PROJETS VISITÉS

Le DG Batukonke a aussi évalué le projet PREMIDIS (qui fabrique des boissons, sucrées gazeuses et des produits cosmétiques), l'usine Swista en pleine implantation et la société Bags and Sacks qui produit des emballages miniers et de ciment. La compagnie STEELCO qui produit des lingots d'étain, des barres de fer et des tôles a également été visitée.

Hervé Claude Batukonke soutient ces industries et met l'accent sur le remboursement des crédits,

conformément aux échéances convenues. Le paiement de la taxe de promotion de l'industrie est aussi non négociable selon lui.

LA SOCIÉTÉ FERROVIAIRE DU CONGO

A l'étape de Likasi, la délégation du FPI a visité les installations de la Société ferroviaire du Congo qui fabrique des traverses en béton pour le chemin de fer et autres matériaux de construction. En quête de ressources, cette entreprise sollicite un financement du FPI, comme l'a relevé son PCA, Pierre Kabusongi.

Un plaidoyer qui a captivé l'attention du DG du FPI qui trouve intéressantes les activités déployées par la

Société ferroviaire du Congo. "Toujours à Likasi, le DG Batukonke a visité deux jolis bâtiments acquis en dation par le Fonds de Promotion de l'Industrie", rapporte un membre de la délégation.

TAXE ET COLLABORATION INTERINSTITUTIONNELLE

Au cours d'une rencontre avec Martin Kazembe, le DG du FPI a profité de son séjour pour solliciter le concours du Gouverneur du Haut-Katanga, M. Martin Kazembe.

Lors de l'audience que l'autorité provinciale lui a accordée, Hervé Claude Batukonke a émis le vœu de voir les entreprises locales prospérer, voire propulser... Aussi a-t-il tenu à la collecte efficace de la taxe de promotion de l'Industrie auprès des assujettis.

Fidèle à ses principes de rigueur, de discipline, de ponctualité et de gestion de proximité, Hervé Claude Batukonke a conféré avec le personnel local du FPI.

DES MAISONS POUR LE PERSONNEL FPI

Le DG s'est, à cet effet, présenté un jour à 7h au siège du FPI - Lubumbashi pour communier avec les travailleurs. Un geste qui traduit son attitude à ne recourir à aucune discrimination. A Kinshasa comme en province.

"Il s'affiche, dès lors, comme un manager de toutes les entités et non un chef qui dirige à partir de la capitale. Toutes les questions lui ont été posées. Certaines ont trouvé immédiatement des réponses, tandis que d'autres seront examinées de fond en comble", nous souffle un de ses collaborateurs.

Avant de boucler sa mission à Lubumbashi, Hervé Claude Batukonke s'est rendu sur le site de Manoa, dédié à la construction des maisons de travailleurs. Pour éviter toute tentative de spoliation et sécuriser ce site, le DG a pris des mesures idoines en présence des avocats - conseil du FPI.

Yves KALIKAT



La visite de la Société ferroviaire du Congo, à Likasi, a été très bénéfique pour la délégation du FPI, appelée à apporter un financement à cette entreprise prometteuse. PHOTO DROITS TIERS



SOUS LE HAUT-PATRONAGE DE
SON EXCELLENCE FÉLIX-ANTOINETSHISEKEDI TSHILOMBO
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CHEF DE L'ÉTAT

S.E. LOUIS WATUM KABAMBA
Ministre des Mines
Accompagnement Ministériel

DRC DIAMONDS CONFÉRENCE 2026

OBJECTIF MOBILISER LA COMMUNAUTÉ DES ACHETEURS AMÉRICAINS



14 - 16 | Octobre | 2026

RONALD REAGAN BUILDING AND
INTERNATIONAL TRADE CENTER

WASHINGTON D.C.



Mai | 2026

ATELIERS DE COACHING/ARTISANAUX
MINIERS ET CREUSEURS DE DIAMANTS,
MAI 2026, AVEC LES VILLES DU GRAND KASAÏ

KANANGA, LODJA, TSHIKAPA, MBUJI MAYI
ET MWENE DITU

QUITTER LE DIAMANT DE PAUVRETÉ POUR
LE DIAMANT DE DÉVELOPPEMENT

CONTACTS
USA : +1 236 233 46 17
DRC : +243 82 36 19 532



MAMIE MUJANYI FREE BOX
Présidente Comité de
Pilotage MIPDA



DIDIER LUKUSA
Producteur Exécutif
ML Consulting

GOALS : BANCARISATION,
FORMALISATION DES COMMANDES,
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

CEO DE ML CONSULTING SARL

Didier Lukusa : "A Washington, la RDC s'attend à mobiliser 100 millions USD de commandes de diamant en une année"

La ville de Washington D.C. s'apprête à abriter la toute première édition de la DRC Diamonds Conference 2026. En perspective de ces assises prévues en octobre prochain, le quotidien "Forum des As" s'est entretenu avec Didier Lukusa, l'initiateur et le producteur exécutif de cet événement d'envergure internationale. Dans cette interview qu'il nous accorde, cet entrepreneur nous livre sa vision stratégique pour l'avenir minier de la République Démocratique du Congo. Une approche à cheval entre diplomatie économique et transformation locale.

Forum des As : Monsieur Didier Lukusa, pourquoi avez-vous choisi Washington D.C. pour servir de vitrine internationale à la DRC Diamonds Conference 2026 ?

Didier Lukusa : Washington est le centre névralgique de grandes décisions mondiales. Notre choix est stratégique : il s'agit de formaliser et de sécuriser les flux de commandes des acheteurs américains qui attendent le diamant de la RDC avec une réelle impatience. Historiquement, notre diamant a été extrait sans cadre éducatif ni retombées concrètes pour

nos terroirs. Sous l'impulsion du Chef de l'État, S.E. Félix-Antoine Tshisekedi, nous changeons de paradigme. Nous passons d'une économie de subsistance à une économie de développement en connectant directement nos producteurs aux circuits financiers mondiaux.

Quel rôle joue le Gouvernement congolais dans cette dynamique de transformation ?

Nous bénéficions d'un alignement politique exemplaire. S.E. Louis Watum Kabamba, Ministre des Mines, est le pilier de cette mutation. Il est au cœur d'une ambition claire : celle de



Didier Lukusa, initiateur et producteur de DRC Diamonds Conférence 2026.
PHOTO DROITS TIERS

transformer "le diamant de pauvreté" en "un diamant de développement" pour la prospérité de nos communautés rurales... Portée par le Gouvernement de S.E. Madame la Première Ministre Judith Suminwa et la diplomatie économique, conduite par Son Excellence Madame Thérèse Kayikwamba Wagner, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, cette mission consiste à intégrer le progrès au cœur même des zones d'extraction. Cela se traduit par la création de véritables chaînes de valeur,

l'implantation d'écoles spécialisées et une responsabilité sociétale accrue.

Concrètement, comment les creuseurs artisanaux seront-ils impactés ?

C'est l'essence même de notre action. Dès ce mois de mai 2026, nous lançons des ateliers de coaching pour les artisans miniers. L'objectif est de les préparer à la formalisation des contrats et à la bancarisation des paiements. Nous voulons faire émerger une véritable classe moyenne. Structurer la demande est la seule garantie pour assurer l'épargne, l'investissement et, au final, le bien-être des familles au sein de ces communautés.

Un tel projet nécessite des partenaires solides. Qui vous accompagne dans cette mission ?

C'est un effort collectif titanesque. Je salue la détermination exceptionnelle de Madame Mamie Mujanyi

(Free Box) à la tête du comité de pilotage. Elle joue un rôle moteur dans la mobilisation des ressources et des volontés. Son engagement pour l'autonomisation des femmes et l'épanouissement des familles rurales est une source d'inspiration. J'appelle désormais à une mobilisation totale de toutes les parties prenantes, nationales comme internationales, pour faire de ce sommet un succès sans précédent.

Quelles sont les retombées économiques attendues de ces assises ?

Nous visons un flux de commandes estimé à 100 millions USD sur les 12 premiers mois. Mais au-delà des chiffres, notre plus grande réussite sera la dignité retrouvée de nos mineurs et le décollage de nos économies rurales. Le diamant congolais doit désormais être synonyme d'éthique, de transparence et de durabilité.

Propos recueillis par Yves KALIKAT

PRESIDENTE DU MIFDA

Mamie Mujanyi : "Washington est le point de départ, mais l'impulsion nationale est le moteur du succès"

Présidente du Mouvement International des Femmes Dynamiques d'Afrique (MIFDA) et Présidente du Comité de Pilotage de la DRC Diamonds Conference 2026, Mme Mamie Mujanyi dévoile les enjeux de ce rendez-vous historique. A travers cette interview accordée au journal "Forum des As", elle plaide pour un soutien institutionnel à la hauteur des ambitions du Chef de l'État.

Mme Mamie Mujanyi, pourquoi qualifiez-vous la DRC Diamonds Conference 2026 de "plateforme de rupture" ?

Placée sous le Haut Patronage du Président Félix-Antoine Tshisekedi, cette conférence marque la fin d'une ère. En octobre 2026, à Washington, nous allons réécrire le destin de notre minerai. Nous refusons de rester de simples exportateurs de pierres brutes. L'ambition est de professionnaliser la filière, d'implanter des tailleries locales et de générer une croissance inclusive qui profite directement au peuple

congolais. **Quels sont vos leviers stratégiques pour concrétiser cette vision ?**

Nous agissons sur trois piliers : la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, la bancarisation des artisans et l'autonomisation des femmes rurales. Pour réussir à Washington, l'appui du Ministère des Mines est indispensable. S.E. Louis Watum Kabamba, dont nous saluons le pragmatisme, est le garant de cette transition. L'investissement de l'État dans cet événement est un placement stratégique : pour capter les millions de dollars de commandes visés, nous

avons besoin d'une offensive diplomatique et commerciale puissante.

La bancarisation des mineurs artisanaux est-elle un objectif réaliste ?

C'est notre plus grand défi, mais c'est possible. L'exploitation artisanale est aujourd'hui prédominante, mais trop informelle. Pour structurer ces milliers de travailleurs, il faut des moyens concrets dédiés au coaching. À Washington, les investisseurs américains exigeront des garanties de traçabilité. En finançant cette transition, le Ministère des Mines prouvera que la RDC est prête pour l'excellence mondiale. Notre présence aux États-Unis doit refléter la grandeur de notre potentiel.

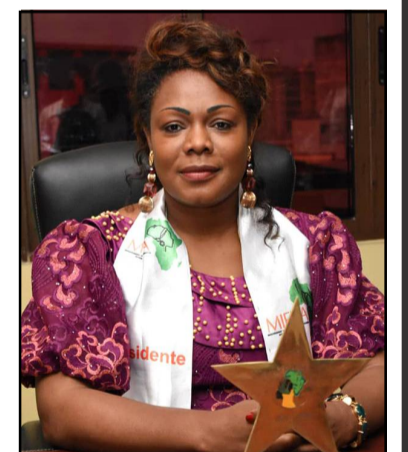
Quels résultats tangibles attendez-vous à l'issue du sommet ?

Nous réunirons plus de 200 décideurs de haut niveau

: joailliers de renommée, fonds d'investissement et institutions bancaires. Les résultats seront concrets : une feuille de route pour des commandes sécurisées, des partenariats public-privé pour l'industrie locale et une intégration réelle de nos zones minérales dans l'économie globale. C'est une opportunité unique pour sceller des accords qui allégeront, à terme, le trésor public par la création des richesses pérennes.

Quel message final réservez-vous aux autorités nationales ?

La vision du Chef de l'État est tracée, le marché américain est prêt. Il ne manque plus que l'impulsion financière finale pour transformer l'essai. Le Ministre des Mines incarne cette volonté de changement. Nous sollicitons désormais la célérité nécessaire dans la



Mme Mamie Mujanyi, présidente du MIFDA et Présidente du Comité de Pilotage de la DRC Diamonds Conférence 2026.
PHOTO DROITS TIERS

libération des ressources. Investir dans la DRC Diamonds Conference, c'est garantir les emplois de demain et le rayonnement diplomatique de la RDC pour les décennies à venir.

Propos recueillis par Yves KALIKAT

Santé : la Chine remet un important lot de médicaments et matériels médicaux à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili

À travers la 24^{ème} mission médicale chinoise, la Chine a procédé à la remise officielle d'un important lot de médicaments et matériels médicaux à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili, destiné à renforcer la prise en charge des patients et à améliorer les conditions de soins au sein de cette structure hospitalière. Cette cérémonie de remise de dons a été organisée le week-end dernier à l'ambassade de Chine à Kinshasa.

Au nom de l'ambassadeur de Chine en RDC, le conseiller économique de l'ambassade M. Han Xiaofei a salué la qualité des relations historiques entre les deux pays et rappelé l'engagement constant de Pékin dans le renforcement du système sanitaire congolais.

" Depuis toujours, la Chine adhère fermement aux principes de sincérité, de vérité, de proximité et de loyauté, et approfondit sans cesse la coopération pragmatique avec la République démocratique du Congo dans le domaine de la santé ", a-t-il déclaré.

Le diplomate chinois a rendu hommage au travail accompli sur le terrain par les équipes médicales chinoises déployées en RDC, soulignant leur implication quotidienne dans la prise en charge des patients, la formation du personnel médical congolais ainsi que l'accompagnement des autorités sanitaires dans la lutte contre les épidémies.

" Présente durablement sur le terrain congolais, l'équipe médicale chinoise accomplit sa mission avec abnégation, dévouement et responsabilité au quotidien. Elle prodigue consultations et soins aux populations locales, dispense des formations médicales aux professionnels congolais et accompagne activement les efforts de prévention et de lutte contre les épidémies ", a indiqué M. Han Xiaofei.



Photo de famille avec les différentes parties présentes à la cérémonie de remise. PHOTO DROITS TIERS

UN DON D'UNE VALEUR GLOBALE DE 144 596 480 FRANCS CONGOLAIS

Selon lui, ce nouveau don traduit la volonté de la Chine de poursuivre son appui concret au secteur de la santé en RDC.

Il a révélé que deux lots de médicaments et matériels médicaux ont été remis à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise pour une valeur globale de 144 596 480 francs congolais.

" Porteurs de la sincère et profonde amitié entre la Chine et la RDC, ces dons permettront de renforcer les capacités de prise en charge de l'établissement, d'améliorer les conditions sanitaires de soins et de préserver plus efficacement la santé des populations locales ", a-t-il affirmé.

Insistant sur la dimension stratégique de cette coopération, le représentant de l'ambassade chinoise a rappelé que les chefs d'État des deux pays ont placé la coopération sanitaire parmi les priorités du partenariat bilatéral.

" A l'avenir, nous demeurons résolus à renforcer encore davantage notre collaboration dans le secteur de la santé, à travers les échanges de personnels médicaux, l'assistance technique et les dons de matériels sanitaires, en vue de bâtir une communauté de santé partagée, au bénéfice des peuples chinois et congolais ", a-t-il ajouté.

Le chef de la 24^{ème} mission médicale chinoise en RDC, M. Zhang Fangqing, a expliqué que ce don répondait aux besoins sanitaires exprimés par les structures

hospitalières congolaises confrontées notamment aux difficultés d'approvisionnement en médicaments et équipements médicaux.

" La mission médicale chinoise accorde une grande importance aux besoins de santé de la population congolaise. Nous sommes conscients des difficultés d'approvisionnement en médicaments et équipements pour le traitement des maladies courantes. C'est pourquoi nous avons spécialement préparé un lot de médicaments et de matériels médicaux afin d'apporter un soutien concret à l'hôpital et de contribuer à soulager les patients ", a-t-il déclaré.

Le responsable chinois a également dressé le bilan des activités menées depuis l'arrivée de la mission médicale en mars 2026, aussi bien à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise qu'à l'Hôpital général de référence du Haut-Katanga.

" Depuis notre arrivée en mars 2026, la 24^{ème} mission médicale chinoise a mené diverses activités, consultations, interventions chirurgicales, actions de sensibilisation et formation du personnel. Une solide amitié s'est ainsi construite avec nos collègues congolais ", a-t-il souligné.

Pour lui, ce don dépasse le simple cadre matériel et symbolise l'engagement commun entre les deux pays en faveur de l'amélioration des soins de santé.

" Ce don est non seulement un apport matériel, mais aussi le symbole de notre



De g à d, le Conseiller économique de l'ambassade de Chine représentant l'ambassadeur, Han Xiaofei, le médecin directeur de l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise, Dr José Lipekene Bosapopele, le chef de la 24^{ème} mission médicale chinoise en RDC, Zhang Fangqing ainsi que la directrice de la Direction des établissements de soins et partenariat du ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, Rose Mundala. PHOTO DROITS TIERS

engagement commun pour la santé. Nous sommes prêts à poursuivre cette collaboration avec nos partenaires afin de promouvoir le développement des hôpitaux et d'améliorer leurs services ", a poursuivi M. Zhang Fangqing.

Évoquant l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels, il a estimé que cette initiative constitue une opportunité supplémentaire pour approfondir les relations entre les deux peuples dans le domaine sanitaire.

De son côté, Mme Rose Mundala, directrice de la Direction des établissements de soins et partenariat du ministère de la Santé publique, a salué la continuité de la coopération médicale entre Kinshasa et Pékin, vieille de plus d'un demi-siècle.

" Nous tenons à rappeler ici que la coopération médicale sino-congolaise date de plus de cinquante ans et cela s'est traduit entre autres par de nombreuses missions médicales chinoises en RDC ainsi que par la présence régulière du gouvernement chinois aux côtés de celui de la RDC pendant des situations de crises sanitaires, essentiellement les épidémies et autres urgences de santé publique ", a-t-elle rappelé.

Elle a notamment cité les appuis apportés par la Chine lors des ripostes contre Ebola, la Covid-19 et le Mpox.

Selon Mme Rose Mundala, cette remise de médicaments intervient à un moment crucial où le gouvernement congolais travaille à la matérialisation de la couverture sanitaire universelle voulue par le président Félix Tshisekedi.

" La cérémonie de ce jour s'inscrit dans le cadre de la continuité de notre coopération dans le domaine de la santé mais avec une mention spéciale, car elle intervient à un moment critique où le gouvernement conduit par la Première ministre Judith Suminwa s'emploie à matérialiser la vision du président de la République sur la couverture sanitaire universelle ", a-t-elle déclaré.

Mme Rose Mundala a rassuré les partenaires chinois quant à l'utilisation de ce don au profit des patients vulnérables fréquentant cette formation médicale.

" Nous vous rassurons que ce lot de médicaments mis à la disposition de l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise servira tant soit peu à aider cette grande formation médicale à continuer à prendre en charge les patients vulnérables qui le fréquentent ", a affirmé Mme Rose Mundala, avant d'inviter le comité directeur de l'hôpital à en faire bon usage.

Elle a également plaidé pour la poursuite du jumelage entre l'Hôpital thoracique de Hebei et l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili à travers de nouveaux projets

(Suite à la page 9)

Santé : la Chine remet un important lot de médicaments et matériels médicaux à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili

de coopération sanitaire.

Le médecin directeur de l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise, le Dr José Lipekene Busabopele, a quant à lui exprimé la gratitude de son institution envers le gouvernement chinois pour son soutien continu à travers les différentes missions médicales.

" Nous sommes très reconnaissants envers le gouvernement de la République populaire de Chine qui continue à financer les différentes missions médicales conformément au protocole d'accord signé entre nos deux États ", a-t-il déclaré.



Lot de médicaments et matériels médicaux remis à l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili. PHOTO DROITS TIERS

Le responsable hospitalier s'est réjoui de la mise en œuvre des engagements issus des

accords signés le 29 décembre 2025 entre les deux pays dans le domaine sanitaire.

" Nous nous félicitons de la mise en œuvre des engagements renouvelés par les accords signés en date du 29 décembre 2025 par Son Excellence Monsieur Roger Kamba, ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale ", a-t-il souligné.

Profitant de cette tribune, le Dr Lipekene Busabopele a sollicité un appui plus conséquent de la Chine dans le domaine de la formation du personnel médical congolais.

" Nous sollicitons votre accompagnement personnel

pour un appui plus substantiel du gouvernement de la République populaire de Chine afin de nous permettre de continuer à envoyer en formation en Chine différentes catégories du personnel de l'hôpital ", a plaidé le médecin directeur.

Il a enfin rassuré les partenaires chinois de l'utilisation rationnelle du don reçu.

" Nous vous rassurons de notre engagement à une gestion rigoureuse et rationnelle de ce don pour que cela profite à la population démunie du district de santé qui nous fréquente ", a-t-il conclu.

Tricya MUSANSI

À KENGE

Le Japon inaugure le centre de formation professionnelle ADSSE

Monsieur Ogawa Hidetoshi, Ambassadeur du Japon en République Démocratique du Congo a inauguré le " Projet de Construction des Infrastructures du Centre de Formation Professionnelle de l'Association pour le Développement Social et la Sauvegarde de l'Environnement (ADSSE en sigle) Kenge dans la Province du Kwango " en présence de Monsieur Mbakata Putu Freddy, Président du Conseil d'Administration de l'ADSSE.

Financé à hauteur de 72.855 dollars américains dans le cadre de l'Aide Non-Remboursable du Japon aux microprojets locaux contribuant à la sécurité humaine (APL), ce projet a permis, d'une part, la construction d'un bâtiment comprenant cinq salles de formation, deux bureaux administratifs, un espace de stockage, et d'autre part, la fourniture d'équipements en faveur de filières ciblées,



notamment la coupe-couture, la coiffure-esthétique et la menuiserie, renseigne un communiqué de presse de la représentation nipponne à Kinshasa.

Lors de son allocution, M. Ogawa Hidetoshi a souligné que la finalité de ce Don du Peuple du Japon ne se limite pas uniquement au financement d'une infrastructure, mais vise avant tout à mettre en place un dispositif fonctionnel de développement de compétences tourné vers

l'employabilité des jeunes.

Le diplomate nippon Ogawa a exprimé le souhait que ce projet contribue à l'amélioration des conditions d'apprentissage dans la Ville de Kenge, caractérisée par une population jeune, une forte croissance démographique et un manque d'infrastructures de formation professionnelle, laissant de nombreux jeunes sans alternatives. " Nous souhaitons sincèrement que cette école de formation puisse contribuer à l'emploi



des jeunes, ce qui entrainera une amélioration de la sécurité locale", a-t-il martelé.

En conclusion, M. Ogawa a exprimé sa profonde reconnaissance envers Monsieur Mbakata Putu, Initiateur du projet, pour sa capacité à structurer une vision claire et à la traduire en actions concrètes. Il a invité non seulement les apprenants du Centre nouvellement construit, mais aussi les formateurs de faire preuve de discipline, de responsabilité collective et de gestion rigoureuse dans

l'utilisation du bâtiment et des équipements fournis, avant de réaffirmer l'engagement constant du Japon aux côtés de la RDC dans ses efforts de développement.

Le premier citoyen japonais en RDC n'a pas manqué de rappeler que depuis 1989, le programme d'APL du Japon soutient de nombreuses initiatives en RDC, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du développement communautaire.

Mathy MUSAU

L'ACTUALITE, C'EST SUR
WWW.FORUMDESAS.CD

Sud Kivu : MSF appelle les humanitaires et les sanitaires à renforcer leur présence à Minova

Dans un contexte de conflit prolongé et de désengagement progressif des acteurs de santé, l'accès aux soins dans la province du Sud-Kivu se dégrade dangereusement. À Minova, par exemple, dans le territoire de Kalehe, l'arrêt du financement de la Banque mondiale via le Programme multisectoriel de nutrition et de santé (PMNS) a eu des conséquences immédiates sur l'accès aux soins vitaux, et notamment pour les femmes enceintes et les nouveau-nés.

Médecins Sans Frontières (MSF) présente, depuis début 2024, dans la zone, avait initialement prévu un désengagement progressif de l'axe littoral de Minova début 2026 afin de concentrer davantage ses activités dans les hauts plateaux de Numbi, et là où les besoins humanitaires sont particulièrement élevés. Face à cette situation, l'organisation médicale a dû maintenir son soutien à l'HGR de Minova afin d'éviter une rupture brutale des soins, en reprenant notamment, depuis mars 2026, les activités de la maternité et la néonatalogie.

Durant ce premier mois de soutien de mars, les équipes de MSF ont assisté 107 accouchements dont 48 césariennes, et admis 41 enfants en néonatalogie.

"ON NE PEUT PAS SE SUBSTITUER AUX AUTORITES SANITAIRES"

" *Toutefois, on ne peut se substituer durablement aux autorités sanitaires ni aux partenaires humanitaires et de développement qui se retirent progressivement*", a indiqué Issa Moussa, Chef de mission MSF au Sud Kivu. " *Sans relais opérationnel et financement rapide, les services essentiels de santé risquent de s'effondrer, avec des conséquences directes sur la mortalité maternelle et infantile au Sud-Kivu.*"

Une mobilisation urgente est indispensable. Aussi, MSF appelle les bailleurs de fonds à reconsidérer le désengagement financier du secteur de la santé au Sud-Kivu afin d'assurer l'accès et la continuité des soins de santé primaires et secondaires. Les acteurs humanitaires et de santé sont aussi invités à renforcer leur présence et leur coordination, en particulier à Minova ainsi

que les autorités et parties au conflit à garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. Les parties au conflit doivent dépolitiser l'accès à la santé et assurer la continuité des programmes nationaux de santé (VIH, TB, paludisme, vaccination et nutrition) dans l'Est de la RDC. Quant à l'ensemble de la communauté humanitaire, elle est exhortée à replacer le Sud-Kivu au cœur de la réponse à la crise dans l'est de la RDC.

DES SOINS OBSTETRIQUES ET EN NEONATOLOGIE HORS DE PORTEE

Face au manque de financement, l'Hôpital général de référence (HGR) de Minova a introduit de nouveaux frais pour les soins obstétricaux et en néonatalogie : jusqu'à 100 USD pour une césarienne et 50 USD pour la prise en charge d'un nouveau-né prématuré.

Les conséquences sont immédiates et dramatiques. Des femmes restent hospitalisées plusieurs jours ou semaines sans pouvoir payer, tandis que d'autres renoncent simplement aux soins, se tournant vers des



accouchements à domicile à haut risque. Dès la fin de l'appui de la Banque mondiale, et selon les données de l'HGR, la fréquentation de la maternité en janvier et février 2026 a chuté de près de 34% par rapport à l'année 2025.

Le Sud-Kivu demeure une province particulièrement négligée de l'Est de la République Démocratique du Congo alors que la situation s'y détériore rapidement.

Les ruptures d'approvisionnement en médicaments, en vaccins et en intrants nutritionnels touchent aujourd'hui la majorité des zones de santé de la province. En 2025, les vaccins contre la rougeole

ont été indisponibles durant de longs mois, malgré des épidémies actives dans 24 des 34 zones de santé.

" *Les programmes nationaux de santé pour lutter contre le paludisme, la tuberculose, le VIH, la malnutrition et la vaccination, ne fonctionnent plus de manière effective dans de nombreuses zones, en raison des contraintes sécuritaires, logistiques et du retrait des financements*", explique Issa Moussa. " *Les centres de santé primaires, souvent privés de personnel rémunéré et de médicaments essentiels, ne sont pas en mesure de répondre aux besoins réels*".

Fyfy Solange TANGAMU

Au-delà du visible

"Mbisi ata akola na ebale pona kolamba ye il faut kaka kosokola ye !"

Mbisi ata akola na ebale pona kolamba ye il faut kaka kosokola ye !". Cette phrase est tirée de la chanson "Silivi" de Koffi Olomidé, de l'album Monde Arabe, sorti en avril 2004. L'expression signifie littéralement "Même si le poisson grandit dans le fleuve, pour le cuisiner, il faut le laver". Cela voudrait dire que pour laver le poisson avant de le cuisiner, on doit se servir de l'eau, sous-entendu, d'où il provient, bien qu'il y soit resté pendant des années. Comme quoi, le fait d'être resté dans l'eau des décennies durant ne l'empêche pas de se faire laver.

Ce message renferme une métaphore qui souligne que peu importe l'origine ou

le statut d'une personne (le poisson), il est nécessaire de la traiter ou de l'éduquer (la laver) pour qu'elle corresponde aux attentes.

Le secteur musical demeure un des creusets essentiels dont se servent les auteurs anonymes qui nous livrent de temps à autre ces messages empreints de sagesse, de philosophie. Ce qui a poussé le directeur de publication de Forum des As à qualifier ces auteurs inconnus de "philosophes des temps modernes".

En parallèle, il y a un proverbe, souvent cité sous la forme " *Le poisson a confiance en l'eau, et c'est dans l'eau qu'il est cuisiné*". C'est une métaphore parfaite sur la confiance, la trahison et les risques de la proximité.

Dans un sens littéral,



nous pouvons donner une explication détaillée. Le poisson vit dans l'eau, c'est son milieu naturel, son environnement de vie. Pourtant, c'est souvent en utilisant l'eau (la cuisson à l'eau) qu'il est préparé et mangé.

La métaphore (La trahison du proche) : L'eau représente un ami, un proche, ou un environnement de confiance. Le poisson représente la victime. Le proverbe signifie que le danger ne vient pas toujours de l'extérieur, mais souvent de ceux à qui l'on fait

le plus confiance. La leçon : Il est un appel à la prudence, même lorsque l'on se sent en sécurité ou " *comme un poisson dans l'eau*". Il rappelle que la confiance aveugle peut mener à sa propre perte : " *Le poisson a confiance en l'eau, et c'est dans l'eau qu'il est grillé*". " *L'eau qui permet au poisson de nager est la même qui le cuisine*".

Ce proverbe est une sagesse africaine, souvent utilisée pour souligner que la trahison la plus douloureuse vient souvent de l'intérieur. Et c'est sur la portière arrière d'un véhicule Mercedes Benz Sprinter, qui a actuellement le vent en poupe - le tristement célèbre 207 disparaissant petit à petit -, que nous avons découvert ce message.

Kléber KUNGU

La Commission Climat du Bassin du Congo, initiée sous l'impulsion de SM le Roi, porte une vision africaine ambitieuse fondée sur la solidarité (Mme Benali)

Nairobi - La ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali, a souligné, dimanche à Nairobi, que la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC), initiée lors de la COP22 à Marrakech, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, s'impose comme un cadre structurant, porteur d'une vision africaine ambitieuse fondée sur la solidarité, la responsabilité partagée et la valorisation durable du capital naturel africain.

Intervenant lors de la réunion ministérielle de la CCBC, Mme Benali a fait savoir que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de deux échéances majeures, à savoir la session des chefs d'État et de gouvernement prévue le 12 mai à Nairobi et la table ronde des bailleurs de fonds programmée le 26 mai à Brazzaville, consacrée au financement du plan d'investissement du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo.

Elle a fait savoir que les avancées enregistrées ces derniers mois, notamment autour de la structuration d'un portefeuille de projets prioritaires alignés sur les plans nationaux de



développement, le renforcement du cadre de gouvernance ainsi que l'engagement croissant des partenaires techniques et financiers, témoignent d'une dynamique crédible et porteuse d'impact.

Mme Benali a toutefois rappelé que le succès de cette démarche demeure tributaire de la capacité collective à franchir une nouvelle étape, celle du passage des engagements et des stratégies à la mise en œuvre effective des investissements, insistant sur la nécessité de porter une vision commune, cohérente et ambitieuse.

Elle a, par ailleurs, rappelé que l'année 2026 revêt une importance particulière, marquant le dixième anniversaire de la création de

la Commission Climat du Bassin du Congo, ainsi que le premier anniversaire de la Déclaration de Marrakech/Cadre ESG Mines, élaborée avec les ministres africains des Mines afin de promouvoir un secteur minier durable avec une définition africaine.

À cet égard, elle a cité le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo comme illustration de la capacité du continent à concevoir des instruments financiers adaptés à ses réalités et à ses priorités de développement, notant qu'il incarne une nouvelle génération de mécanismes africains fondés sur la valorisation durable du capital naturel et orientés vers des investissements à fort impact.

Elle a, dans ce sens, mis en avant la dynamique de

transformation progressive engagée sur le continent, marquée par le développement de stratégies carbone nationales, l'intégration des mécanismes de l'Article 6 de l'Accord de Paris et la montée en puissance d'initiatives régionales.

Mme Benali a noté que cette évolution traduit une volonté affirmée de renforcer la souveraineté du continent sur la valorisation de son capital naturel, précisant que le marché carbone ne doit pas être perçu uniquement comme un instrument financier, mais également comme un levier de justice climatique garantissant des retombées concrètes pour les communautés locales.

Par ailleurs, Mme Benali a indiqué que le Maroc a fait le choix d'agir à travers une approche intégrée et innovante, en rehaussant l'ambition d'atténuation de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0) à 53% à l'horizon 2035, à travers un portefeuille de 90 projets, tout en renforçant sa résilience et son adaptation grâce à 107 projets couvrant dix secteurs.

Elle a expliqué que l'expérience marocaine avec la CDN 3.0 repose sur une approche orientée vers les résultats, combinant ambition climatique, efficacité économique et co-bénéfices sociaux, à travers notamment le recours à des outils tels que le taux de rendement interne et le coût moyen d'abattement sectoriel afin d'optimiser les investissements climatiques.

Et d'ajouter que la CDN 3.0 reflète une volonté claire de transformer les engagements climatiques en véritables leviers de développement, grâce à une approche territorialisée garantissant une répartition des investissements adaptée aux spécificités et priorités de chaque région.

La ministre a également rappelé que cette stratégie, ancrée dans la Stratégie nationale de développement durable et alignée sur les Objectifs de développement durable, s'appuie sur la Stratégie de développement de la finance climat à

l'horizon 2030, laquelle reconnaît le rôle déterminant du secteur privé.

Dans cette dynamique, elle a fait savoir que des efforts importants ont été déployés afin d'intégrer les enjeux climatiques dans les finances publiques, notamment à travers l'alignement des projets de la CDN 3.0 avec la Programmation budgétaire triennale, la mise en place d'un système d'étiquetage et de suivi des dépenses climatiques, ainsi que l'élaboration d'une taxonomie verte et d'obligations vertes destinées au financement de l'investissement public.

Mme Benali a, en outre, souligné que le Maroc inscrit son action climatique dans le cadre de la régionalisation avancée, en cohérence avec les priorités définies par les Plans de développement régionaux.

À ce titre, le Royaume a mis en place plusieurs outils structurants, notamment les douze Plans climat territoriaux et les six Plans régionaux d'adaptation, permettant d'intégrer pleinement la dimension climatique dans la planification territoriale et de valoriser les atouts propres à chaque région, a-t-elle rappelé.

Le Maroc a pris part, aux travaux de ce Conseil des ministres consacrés à l'examen des préparatifs de la Table ronde des bailleurs de fonds prévue le 26 mai 2026 à Brazzaville, en République du Congo, par une importante délégation conduite par Mme Benali, et comprenant le directeur du Climat et de la diversité biologique, Rachid Tahiri et le directeur des questions globales au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Ismail Chekkori en plus d'autres responsables.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre du processus régional en cours visant la mobilisation de financements pour le plan d'investissement des projets prioritaires du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, outil financier de la Commission Climat du Bassin du Congo. **MAP**

Séoul : l'incendie sur un navire sud-coréen aurait été causé par une attaque

SEOUL, 10 mai (Yonhap) -- Alors que l'inspection du HMM Namu, navire marchand de la société sud-coréenne HMM Co. victime d'une explosion et d'un incendie en début de semaine, s'est achevée plus tôt dans la journée, le ministère des Affaires étrangères de Séoul a déclaré dimanche soir que l'incident aurait été causé par "un engin volant non identifié".

Séoul a communiqué ces premières conclusions de l'enquête après le prélèvement d'indices et de témoignages sur le HMM Namu par ses inspecteurs interministériels dépêchés à Dubaï, où le navire a été



Le navire marchand HMM Namu, exploité par la société sud-coréenne, HMM Co., qui a été endommagé par une explosion et un incendie dans le détroit d'Ormuz. PHOTO D'ARCHIVES YONHAP

remorqué. Le gouvernement avait en effet annoncé dans l'après-midi que l'équipe avait achevé son inspection. "Nous avons reçu les résultats préliminaires de l'inspection sur place", avait alors indiqué un responsable du palais présidentiel.

Mais ce soir, le ministère des Affaires étrangères a annoncé : "Nous avons pu confirmer qu'un engin volant non identifié a attaqué la poupe du HMM Namu le 4 mai dernier, d'après les résultats de l'enquête interministérielle".

MONDIAL 2026

Préparation des Léopards, décoration des joueurs, stage international validés par le Gouvernement

Le calendrier définitif de préparation des Léopards est dorénavant acté et le lancement officiel de cette phase interviendra fin mai à Kinshasa avant le départ pour la Belgique et l'Espagne où deux matches internationaux sont prévus respectivement contre le Danemark et le Chili au mois de juin. Il y a aussi la décoration des joueurs, les visas, la logistique. Ce, à en croire une note d'information consacrée à la préparation de l'équipe nationale, en vue de la Coupe du monde de la Fédération internationale de football association (Fifa) 2026.

Selon Didier Budimbu, le calendrier prévoit ensuite le départ de la sélection nationale le 27 mai pour la Belgique, où elle disputera un match d'exhibition contre le Danemark le 03 juin à Liège. L'équipe poursuivra ensuite sa préparation en Espagne, avec une rencontre amicale prévue face au Chili le 09 juin.

Le stage se poursuivra



aux États-Unis d'Amérique à partir du 11 juin, à Houston, ville qui accueillera le premier match de la RDC face au Portugal le 17 juin.

Une séance d'entraînement populaire sera organisée dans la matinée au stade Tata Raphaël afin de permettre une communion entre les Léopards et le public. Cette étape sera suivie d'une cérémonie officielle de décoration des joueurs par la Chancellerie

des ordres nationaux, ainsi que de la remise du drapeau national au capitaine de la sélection par le Chef de l'État.

Le ministre de tutelle a, par ailleurs, rassuré que toutes les procédures d'obtention de visas pour les joueurs ont été finalisées et transmises à la Fifa pour traitement

"Toute la procédure d'obtention des visas en faveur des Léopards a été accomplie", a-t-il précisé

dans le compte rendu de la réunion avant de faire le point sur les démarches en cours concernant les supporters et les animateurs, ainsi que sur la mise à disposition de quotas de billets pour les trois premiers matches de la sélection.

MISE EN PLACE DE FAN ZONES

Le ministère des Sports et Loisirs prévoit également la mise en place de fan zones

dans les principales villes du pays afin de permettre aux supporters de suivre la compétition dans un cadre organisé et festif. A faire foi au compte rendu de la réunion, l'accompagnement du Gouvernement a été sollicité pour assurer la réussite de cette initiative visant à marquer le retour de la RDC sur la scène mondiale du football.

Les Congolais ont décroché leur qualification pour la Coupe du monde 2026 (États-Unis, Canada et Mexique) en battant, après prolongations, la Jamaïque (1-0) lors de la finale du barrage intercontinental. La rencontre s'est déroulée à Guadalajara, au Mexique. Ce, 52 ans après sa première participation, à l'époque du Zaïre sous Mobutu.

La Coupe du monde co-organisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique sera la première édition à réunir 48 équipes. La RDC est logée dans le groupe K avec le Portugal de Cristiano Ronaldo, la Colombie et l'Ouzbékistan.

Gloire BATOMENE

Kananga : le Musée national lance un appel urgent pour la sauvegarde du patrimoine culturel

À l'approche de la Journée internationale des musées célébrée chaque 18 mai, les responsables du Musée national de Kananga (Kasaï-Central) expriment leurs inquiétudes face aux difficultés qui menacent la conservation du patrimoine culturel au Kasaï-Central.

Dans un échange accordé à notre rédaction hier dimanche 10 mai 2026, le directeur général de cette institution culturelle, Innocent Daniel Lusamba Mudipanu, a rappelé le rôle fondamental du musée dans la protection de l'histoire, des traditions et des objets culturels transmis de génération en génération.

Pour lui, le musée représente un espace de mémoire et de

connaissance accessible à tous, permettant à la population de mieux comprendre ses origines et son identité culturelle.

Cependant, le responsable du Musée national de Kananga déplore les conditions actuelles de fonctionnement de l'établissement. Installée dans un bâtiment ancien appartenant à un privé, l'institution fait face à plusieurs difficultés liées notamment à l'état du local qui ne répond plus aux exigences de conservation des œuvres historiques.

Le loyer du bâtiment est actuellement pris en charge par la Direction générale des impôts, mais selon la direction du musée, cette solution reste insuffisante face aux besoins réels de l'institution.



Vétusté, manque d'infrastructures... le Musée national de Kananga tire la sonnette d'alarme. PHOTO DROITS FDA

DES RISQUES DE DETERIORATION

Innocent Daniel Lusamba Mudipanu affirme que plusieurs objets d'art et pièces historiques sont aujourd'hui exposés à des risques de détérioration, faute d'un environnement adapté et sécurisé.

Il rappelle qu'un projet de construction d'un nouveau

musée moderne avait été annoncé avec l'appui de l'Unesco il y a environ deux ans, sans qu'aucune avancée concrète ne soit encore visible sur le terrain.

Il appelle, par conséquent, les autorités provinciales, les partenaires culturels ainsi que les personnes de bonne volonté à se mobiliser afin de doter la province d'une

infrastructure capable de préserver durablement les richesses culturelles du Kasaï-Central.

À l'occasion de la Journée internationale des musées prévue le 18 mai prochain, la direction du musée invite également la population à visiter massivement cette institution culturelle.

Pour cette journée commémorative, l'accès sera gratuit afin de permettre aux visiteurs de découvrir les différentes collections historiques et artistiques conservées au sein du musée.

À travers cette initiative, les responsables espèrent sensibiliser davantage la population sur l'importance de la préservation du patrimoine culturel congolais.

Félix MULUMBA KALEMBA